NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.
GENERALE

A/34/615
S/13588
24 octobre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY

OCT 30 1979

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-quatrième session
Point 46 de l'ordre du jour
APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-quatrième année

Lettre datée du 24 octobre 1979, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte du discours prononcé par Dinh Nho Liem, chef de la délégation de la République socialiste du Viet Nam, à la séance des négociations sino-vietnamiennes, le 19 octobre 1979.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et le texte de ce discours comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,

Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

Discours prononcé par Dinh Nho Liem, chef de la délégation de la République socialiste du Viet Nam à la séance de négociations sino-vietnamiennes tenue le 19 octobre 1979

Tandis qu'elles préparent frénétiquement une nouvelle guerre d'agression contre le Viet Nam, les autorités chinoises ont tout dernièrement présenté la situation au Kampuchea sous un jour complètement faux et inventé une histoire grotesque où il est question d'une offensive des troupes vietnamiennes au Kampuchea pendant la saison sèche. Dans le même temps, elles ont tout mis en oeuvre pour que le prétendu problème du Kampuchea soit examiné à la trente-quatrième session de l'Assemblée générale.

Il s'agit là d'un nouveau stratagème et d'une nouvelle manoeuvre de Pékin pour relancer, en collusion avec l'impérialisme américain, la campagne contre le Viet Nam et les autres pays indochinois et pour semer la haine et la discorde entre le Viet Nam et les pays du Sud-Est asiatique.

Quelle est la situation actuelle au Kampuchea? Après avoir remporté, le 7 janvier 1979, la victoire qui a permis de renverser le régime Pol Pot-Ieng Sary, responsable de génocide et marionnette de Pékin, et après avoir fondé la République populaire du Kampuchea, le peuple kampuchéan, sous la direction du Front national uni pour le salut du Kampuchea et du Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea, a poursuivi avec persévérance ses vaillants efforts pour surmonter toutes les difficultés et a enregistré d'importants progrès qui ont profondément modifié le visage du pays. Les forces révolutionnaires du Kampuchea sont rapidement parvenues à maturité. Les Kampuchéans sont redevenus maîtres de leur pays. La situation est revenue à la normale et se stabilise de jour en jour. Le Conseil révolutionnaire du peuple kampuchéan siège dans la capitale, Phnom Penh. Il contrôle avec fermeté tout le pays et assume la charge des affaires intérieures et extérieures. C'est un gouvernement authentiquement révolutionnaire, véritablement national et démocratique, représentant les sentiments, les aspirations, la volonté et les traditions nationales du peuple kampuchéan. Il agit dans le sens de l'histoire et jouit de l'appui et de la protection sincères des Kampuchéans de tous horizons. Il mène avec constance une politique étrangère d'indépendance, de paix, d'amitié et de non-alignement. La République populaire du Kampuchea est devenue un facteur de paix, d'amitié et de stabilité en Asie du Sud-Est et dans le monde. Le deuxième congrès du Front national uni pour le salut du Kampuchea, qui s'est tenu récemment, a démontré face au monde la force et l'unité du peuple kampuchéan, qui est déterminé à déjouer les sombres desseins de l'expansionnisme de Pékin, de l'impérialisme et de ses fantoches, à préserver les acquis de la révolution, à défendre et à construire un Kampuchea pacifique, indépendant, démocratique, neutre et non aligné, progressant dans la voie du socialisme. Le prétendu "Kampuchea démocratique" a été enterré une fois pour toutes. Les chefs de complot Pol Pot et Ieng Sary ont été condamnés à mort pour leurs crimes de génocide et placés sous mandat d'arrestation par le Tribunal révolutionnaire du peuple kampuchéan, conformément au désir de ce dernier et aux exigences morales de l'humanité progressiste. Leurs forces armées

/...

ont été quasiment anéanties et chassées de leurs derniers repaires. Il ne reste plus qu'une poignée d'hommes dépenaillés souffrant de la faim et de la maladie, qui se terrent et agissent sournoisement comme des bandits, vivant du pillage et des subsides de Pékin. Traquer ces bandits est l'une des tâches normales du maintien de l'ordre que doit assumer la République populaire du Kampuchea, en toute responsabilité.

Aujourd'hui, il n'existe qu'un seul Kampuchea - la République populaire du Kampuchea - et une seule administration qui est le représentant unique, authentique et légal du Kampuchea - le Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea. Cela est clair. La situation révolutionnaire au Kampuchea est irréversible : la République populaire du Kampuchea ne peut qu'aller fermement de l'avant.

D'importants secteurs de l'opinion en sont venus à comprendre de mieux en mieux la situation au Kampuchea et à se rendre enfin parfaitement compte que le peuple kampuchéan soutient une juste lutte contre la politique d'expansionnisme et d'hégémonie de Pékin et des ses séides, afin de recouvrer et de défendre son droit à être le maître de son propre pays et de sa propre vie.

Un nombre croissant de gouvernements et de mouvements de libération nationale ont apporté ou élargi leur soutien à la République populaire du Kampuchea et au Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea et ont aidé le peuple kampuchéan à se débarrasser des graves séquelles du régime de génocide à la solde de Pékin et à favoriser l'éclosion d'une vie nouvelle. La position de la République populaire du Kampuchea et du Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea s'est affermie sur la scène internationale. Si la clique Pol Pot-Ieng Sary, responsable du génocide, comptant sur la collusion entre Pékin et l'impérialisme américain, continue de siéger temporairement à un certain nombre d'organisations et de conférences internationales, ce fait n'en est pas moins illégal et ne signifie nullement qu'elle est qualifiée pour représenter le peuple kampuchéan. Quels que soient les efforts des impérialistes et des réactionnaires internationaux pour la sauver, cette clique qui porte la responsabilité du génocide sera tôt ou tard retranchée de la communauté internationale et jetée au rebut de l'histoire où elle connaîtra le même sort que de nombreux autres réactionnaires et traîtres renversés par le peuple. Toutes les tentatives de Pékin et de l'impérialisme pour recruter des fantoches en tout genre et les soutenir en vue d'instaurer une situation où coexisteraient "deux zones de contrôle" et "deux gouvernements au Kampuchea" ou pour s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays au moyen d'autres stratagèmes sont inéluctablement vouées à l'échec. Le Président du Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea, Ieng Sary, a déclaré : "La seule solution au Kampuchea est que les expansionnistes de Pékin et leurs alliés, les impérialistes et autres forces réactionnaires, abandonnent leur politique d'intervention, d'agression et d'expansion contre la République populaire du Kampuchea, cessent d'inciter à la réaction et d'aider les réactionnaires à leur solde à s'opposer à la volonté du peuple kampuchéan". Cette juste position de la République populaire du Kampuchea jouit de l'approbation et du soutien sans cesse croissant des peuples du monde entier.

La tentative délibérée de Pékin de donner une image trompeuse de la situation du Kampuchea, en inventant de toutes pièces l'histoire de "l'offensive vietnamienne de la saison sèche" au Kampuchea, comme sa demande absurde tendant à ce que l'Assemblée générale examine le prétendu "problème kampuchéan" ne visent qu'à justifier sa flagrante ingérence dans les affaires internes du Kampuchea, en vue de restaurer le régime Pol Pot-Ieng Sary et de lui permettre de poursuivre sa politique de génocide, ainsi qu'à masquer ses préparatifs frénétiques en vue d'une nouvelle aventure militaire contre la République socialiste du Viet Nam.

Le monde s'est également clairement rendu compte des desseins des autorités de Pékin sur le peuple lao, des actes auxquels elles se livrent contre lui ainsi que de la menace d'agression contre le Laos. Le 3 octobre 1979, à l'Assemblée générale des Nations Unies, le chef de la délégation de la République démocratique populaire lao, Khamphay Boupha, a accusé Pékin de masser de nombreuses divisions le long de la frontière sino-lao, d'infiltrer des espions et des bandits en territoire lao, de provoquer des troubles sociaux, de semer la division parmi les minorités ethniques et de rassembler tous les réactionnaires lao exilés en un prétendu "parti socialiste". Une initiative a retenu en particulier l'attention : sous couleur d'aider les réfugiés à se réinstaller, Pékin recrute actuellement d'anciens officiers et soldats lao de droite exilés en Thaïlande pour servir de noyau à une armée de mercenaires qu'il essaie d'organiser et d'opposer au peuple lao. Cependant, tous sont extrêmement vigilants face à la possibilité d'une attaque de Pékin contre les provinces septentrionales du Laos, accompagnée d'une nouvelle agression contre le Viet Nam.

Depuis la guerre d'agression à grande échelle déclenchée par les dirigeants chinois contre le peuple vietnamien, la situation le long de la frontière vietnamo-chinoise n'a fait que devenir de plus en plus tendue en raison du comportement de la partie chinoise. Le mémoire du Service de l'information et de la presse du Ministère vietnamien des affaires étrangères, en date du 22 septembre 1979, a rendu compte de toutes les provocations armées et préparatifs de guerre des autorités chinoises contre le Viet Nam depuis le 16 mars 1979, date à laquelle les autorités chinoises ont annoncé qu'elles avaient achevé le retrait de leurs troupes.

Ce qui est particulièrement grave, c'est que les autorités chinoises ont, ces derniers temps, frénétiquement accéléré leurs préparatifs - sur divers plans : matériel, psychologique et relations publiques - en vue d'une nouvelle guerre d'agression contre le Viet Nam. Après avoir maintenu pendant de long mois 12 divisions d'infanterie près de la frontière vietnamienne et cinq corps d'armée dans le sud de la Chine, les autorités chinoises acheminent maintenant vers la région des divisions et des moyens de guerre supplémentaires, y compris des bombardiers de divers types, pour renforcer leurs forces militaires qui s'y trouvent déjà. Elles envoient également des renforts à l'île de Hainan et dans les zones frontalières sino-lao. Des sources étrangères ont fait état d'"indices" de préparatifs d'une attaque militaire analogues à ceux qui ont précédé l'agression du 17 février 1979. Chaque jour, des milliers de camions, des douzaines de wagons

/...

de chemin de fer et parfois des chevaux également transportent des troupes et des armes vers des positions voisines du Viet Nam, le long de la frontière septentrionnale de ce pays. Les troupes chinoises y creusent diligemment tranchée après tranchée, complètent le système de fortifications et d'abris fortifiés souterrains, installent de nouveaux emplacements destinés à l'artillerie et aux fusées, construisent de plus en plus de routes militaires et renforcent le réseau de communications. La partie chinoise organise des manoeuvres militaires à grande échelle auxquelles participent diverses armes, soit séparément soit de façon combinée, y compris des exercices de bombardement de jour et de nuit et des vols qui pénètrent profondément dans l'espace aérien vietnamien. Elle a multiplié les provocations armées - tirs de petites armes, bombardements, tirs de fusée sur des villages vietnamiens, envoi de troupes de l'autre côté de la frontière pour monter des embuscades et des attaques contre la population vietnamienne et des unités vietnamiennes de garde-frontières, provoquant de nouvelles pertes de vies humaines et de nouveaux dégâts dans les six provinces-frontière du Nord-Viet Nam. Elle a, à maintes reprises, introduit des éléments nombreux en territoire vietnamien à des fins d'espionnage et de guerre psychologique et pour essayer de semer la division parmi les divers groupes ethniques et provoquer des troubles politiques. Elle a en outre envoyé des centaines de navires et de bateaux dans les eaux territoriales vietnamiennes. Il est à noter que la partie chinoise s'est arrogé le droit de définir "quatre zones de danger" en haute mer ou dans les eaux territoriales vietnamiennes autour de l'archipel de Hoang Sa, et qu'elle a interdit tous les vols, au-dessus de ces zones à certaines altitudes à partir du 23 octobre 1979. Cette décision représente la mise à exécution des visées de Pékin qui compte étendre peu à peu sa domination exclusive sur la mer méridionale. Il s'agit d'une violation flagrante de la souveraineté territoriale du Viet Nam et du principe de la liberté de survol des eaux internationales qui ne manquera pas de provoquer des tensions dans la région.

Entre-temps, la partie chinoise a, en coordination étroite avec l'impérialisme des Etats-Unis, renforcé sa campagne anti-vietnamienne sur la scène internationale et essayé d'amener plusieurs pays à faire pression sur le Viet Nam; elle utilise également les aventuriers qui avaient massacré femmes, enfants et vieillards durant la récente guerre d'agression contre le Viet Nam et qu'elle traite en héros d'une contre-attaque lancée pour se défendre dans le cadre d'une campagne de propagande visant à créer une psychose anti-vietnamienne parmi l'armée et le peuple chinois qu'elle veut pousser à une autre guerre d'agression contre le Viet Nam.

Les préparatifs de guerre intensifs et les provocations armées de la partie chinoise contre le Viet Nam provoquent une tension considérable le long de la frontière vietnamo-chinoise; ils portent en germe le risque d'une nouvelle guerre d'agression contre le Viet Nam qui pourrait éclater à tout moment; ils compromettent gravement la sécurité de la République socialiste du Viet Nam et constituent une menace à la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est. Le peuple et le Gouvernement vietnamiens condamnent vigoureusement ces nouveaux crimes des autorités chinoises et demandent fermement que celles-ci mettent immédiatement fin à ces actes extrêmement dangereux.

Pour essayer de justifier et de camoufler les préparatifs de nouvelles opérations militaires contre le peuple vietnamien et de donner le change à l'opinion mondiale qui suit de très près son comportement, la partie chinoise a inventé, à cette même table des négociations, l'histoire des prétendus préparatifs de guerre du Viet Nam contre la Chine. Une telle calomnie ne saurait tromper personne. On pourrait demander pourquoi, tout en dénonçant à cor et à cri la "guerre" que déclencherait prochainement le Viet Nam "contre la Chine", la partie chinoise se refuse obstinément à réaliser un accord sur les mesures urgentes proposées par la partie vietnamienne à maintes reprises en vue d'assurer la paix et la stabilité dans les zones frontières et de prévenir une reprise des hostilités. En esquivant l'examen de mesures raisonnables et judicieuses tout en se préparant frénétiquement à la guerre et en s'arrogeant le droit de "donner une autre leçon" au Viet Nam, les autorités chinoises ont dévoilé à nu leurs visées expansionnistes et leur désir d'hégémonie, leur nature extrêmement belliqueuse et leur collusion avec l'impérialisme des Etats-Unis dans l'escapade de leur politique anti-vietnamienne.

Le livre blanc publié le 4 octobre 1979 par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam sous le titre "La vérité sur les relations vietnamo-chinoises au cours des trente dernières années", a souligné que la détérioration extrêmement grave des relations entre le Viet Nam et la Chine est entièrement due à la poursuite, par les autorités chinoises, d'une politique d'expansion et d'hégémonie systématiquement hostile au Viet Nam. Le peuple vietnamien a toujours été très attaché à la longue amitié qui l'unit au peuple chinois et qu'il s'est toujours efforcé de préserver. Le peuple vietnamien est toujours favorable à un règlement négocié de tous les problèmes qui se posent dans les relations entre les deux pays.

Si les dirigeants chinois avaient la ténacité de déclencher une autre guerre d'agression contre le Viet Nam, le peuple vietnamien, étroitement uni, reprendrait de nouveau sa lutte résolue pour défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de sa patrie, et préserver la ligne correcte de l'indépendance, de la souveraineté et de la solidarité internationale - en vue de défendre les intérêts sacrés de la nation vietnamienne et la cause de l'amitié sincère entre les deux peuples - de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et de la paix dans le monde entier.

Les négociations vietnamo-chinoises durent depuis six mois, au cours desquels se sont tenues 12 réunions qui n'ont débouché sur aucun résultat. La partie chinoise maintient en effet obstinément sa position d'hégémonie de grande puissance, essaie d'imposer avec arrogance ses exigences et ses préalables à la partie vietnamienne, refuse d'examiner quelque aspect que ce soit de leurs relations bilatérales, et insiste avec intransigence pour que les problèmes d'un pays tiers soient réglés au détriment du peuple vietnamien. Pour faire avancer les négociations et répondre aux voeux des deux peuples et de l'opinion publique mondiale, il faudrait que la partie chinoise s'en tienne aux objectifs des négociations, tels qu'ils ont été fixés par des deux parties : discussion des mesures urgentes en vue d'assurer la paix et la stabilité dans les zones frontières,

reprise de relations normales et, en fin de compte, règlement des problèmes de frontières et des problèmes territoriaux existant entre les deux pays. Etant donné la tension extrême qui règne actuellement le long des frontières entre les deux pays, il est tout d'abord absolument essentiel que la partie chinoise négocie sans délai avec la partie vietnamienne les mesures urgentes à prendre pour éliminer le risque de voir reprendre les hostilités.

C'est de la partie chinoise que dépend entièrement la question de savoir si les négociations aboutiront ou non, si la paix et la stabilité pourront être assurées aux frontières et si le Viet Nam et la Chine pourront rapidement reprendre des relations normales.